

Restitution des travaux en ateliers

par Laurent Davezies, Urbaniste.

Je vais tenter de résumer aussi brièvement et fidèlement que possible les deux ateliers que nous avons tenus pendant ce cycle.

Le premier a porté sur l'activité économique de l'Ile-de-France. Nous avons fait intervenir Philippe Julien, le monsieur « emploi métropolitain supérieur ». C'est une notion nouvelle, selon laquelle certains emplois s'avèreraient particulièrement stratégiques, au point que leur présence serait déterminante du succès, et leur absence, du déclin de ce que nous appelons métropole.

Nous avons également invité Ludovic Halbert, lequel travaille sur les « fonctions productives », prenant ainsi la suite de personnes telles que Descouches et Dametz qui les avaient étudiées au cours des années 80-90. Lui nous a expliqués ce que les données des années 90 peuvent nous apprendre de l'évolution des fonctions économiques en Ile-de-France.

Le deuxième atelier a porté sur les fonctionnements et les dysfonctionnements du marché de l'emploi francilien. Comment fonctionnent les emplois, les actifs, l'économie... Comment se rencontrent, ou pas, l'offre et la demande...

Quelques phrases pour résumer l'ensemble. Je me permettrais d'abord de citer un article que Jean-Pierre Orfeuil a publié dans le dernier numéro de la revue *Urbanisme*. Il commence ainsi : « Il y a une croissance mondiale qui est extrêmement forte ». C'est une bonne nouvelle. Les habitants des pays en développement - pas tous malheureusement - bénéficient d'une croissance importante. Mais il poursuit en notant qu'aujourd'hui, les pays traditionnels industriels vont moins vite que les pays émergents. Que la France, par ailleurs, va moins vite que les autres pays industriels. Et que l'Ile-de-France, enfin, va moins vite que la France. Il montre ainsi le mécanisme complexe par lequel cette métropole francilienne, dont on nous vante, à raison, les mérites sur le plan productif, est, finalement, une sorte de lanterne rouge du développement.

On peut résumer ce constat par l'idée d'une croissance sans développement en Ile-de-France. Nous créons plus et mieux de richesses. Notre productivité augmente - certains diront : « C'est facile, vous poignardez ceux qui ont une faible productivité pour ne garder que les bons. » La phrase est classique et pas totalement erronée, cela dit, l'Ile-de-France concentre des secteurs de plus en plus efficaces. Et paradoxalement, donc, cette croissance du Produit

intérieur brut (PIB) ne se traduit pas automatiquement par les éléments attendus de notre développement.

J'entends par développement le revenu, l'emploi, le chômage... Autant d'éléments sur lesquels les indicateurs sont extrêmement inquiétants. Nous avons d'un côté Jean qui rit, quand, en 20 ans, l'Ile-de-France est passée de 27% à 29% du PIB national. Et Jean qui pleure, quand, dans le même temps, la région est passée de 25% à 22% du revenu disponible brut des ménages français. Ce qui équivaut à un écart de 6 points de revenu national par rapport à ce dont la région bénéficierait si elle avait un revenu proportionnel à son PIB.

L'emploi est tétanisé. Le chômage augmente, rattrape celui de la province, voir le dépasse, notamment à Paris intra-muros. À l'heure où la province réduit sa pauvreté, l'Ile-de-France l'aggrave de façon significative. Selon les derniers chiffres de la CNAF, sur la période de 2000 à 2005, la région cumule plus de 25 % de Rmistes, contre plus de 11 % en province...

Nous avons cherché à comprendre ce qui se joue à travers ce phénomène, qui voit une ville se positionner très convenablement, dans la mondialisation sans être capable d'en tirer des fruits. Pire : qui voit le social se dégrader à mesure que l'économie se développe.

Les facteurs qui pénalisent l'Ile-de-France se traduisent aussi par un solde migratoire négatif. Nous constatons un effet de fuite surprenant : au moment où le capital se concentre dans les métropoles telles que Paris, Londres, New York ou encore Milan, la main d'œuvre fuit ces places centrales pour d'autres territoires moins développés. C'est une inversion du modèle traditionnel, qui voyait les populations quitter la province pauvre pour aller travailler dans la grande ville, et le capital quitter la grande ville pour investir dans les régions pauvres, où la main d'œuvre était meilleur marché. Aujourd'hui, ce croisement s'est inversé et les rares éléments dont nous disposons via l'INSEE suggèrent que ce mécanisme s'accroît depuis 1999.

Si, au moins, nous bénéficions des bons effets métropolitains... mais même pas ! Qu'est-ce qu'une métropole ? Ce sont des marchés qui fonctionnent bien. C'est la massivité, la concentration, la fluidité, dans tous les secteurs. À Paris, en une demi-heure, vous avez accès aux 800 films projetés ce soir. Si vous viviez à Mende, vous auriez intérêt à aimer *OSS 117* ou *Terminator II*, parce que vous n'auriez pas le choix...

La diversification de l'offre et de la demande suppose donc de la fluidité, et ce qui est vrai pour le cinéma est vrai pour tous les marchés. Y compris pour celui de la mise en relation des individus. Y compris, surtout, pour le marché de l'emploi. Ce que nous appelons un appariement entre l'offre et la demande de travail ne se fait convenablement que s'il existe une offre large, permettant une diversification large. Idem pour la demande. Dès qu'il y a un moyen

d'accès, l'offre peut trouver sa demande, la demande peut trouver son offre. Cela suppose une fluidité.

Or, ce que nous ont expliqués Jean-Pierre Orfeuil et Sandrine Wenglenski, c'est que cette fluidité est remise en cause, du fait de l'étalement urbain, qui, à mon sens, résulte surtout de l'étalement de l'emploi. Imaginez une très grande ville où l'emploi resterait relativement concentré : même avec un habitat éparé, il serait possible de mettre en place un système permettant, de façon assez économique, de bénéficier de transports rapides, accessibles en terme de coût et doux pour l'environnement.

Mais dès lors que l'emploi se diffuse, l'accessibilité à l'emploi se dégrade fortement, singulièrement pour les catégories les plus vulnérables. Dans la mesure où l'essentiel de la création nette d'emplois ne se fait plus au cœur de votre région mais dans sa périphérie, il devient de moins en moins accessible. Vous êtes, ouvrier à Melun ? Les emplois de Cergy-Pontoise vous passent sous le nez...

Cette dégradation du marché de l'emploi tient aussi aux effets de congestion et de ralentissement des modes de transports. Nous pourrions, à ce propos, discuter des conséquences de la politique de limitation des voitures dans Paris et de sa contribution au blocage des déplacements en l'Île-de-France.

J'ai fait mon petit calcul. Alors que le cœur de l'agglomération a effectivement perdu énormément d'emplois, les centaines de milliers de banlieusards, qui, il y a dix ans, venaient travailler à Paris en transports en commun, travaillent aujourd'hui en banlieue... et se déplacent en voiture. Pareil pour une dizaine de milliers de parisiens.

La conclusion est peu rassurante. À savoir que la politique de lutte contre l'automobile a tendance à accentuer cette congestion, donc la perte de fluidité du marché de l'emploi. Ses effets sur le plan social et environnemental sont l'inverse de ceux attendus.

Ainsi, les deux ateliers que nous avons tenus nous ont permis de dresser un diagnostic. Nous nous sommes penchés sur le chevet du malade, et nous avons tenté de repérer ce qui ne fonctionne pas. Nous n'avons pas, honnêtement, été beaucoup plus loin quant aux pistes à explorer.